



La Lettre

n° 24

avril 2023

Merci Raymond !

Les élus de *Réinventons Quetigny* vous présentent un compte rendu de chaque Conseil municipal. Il s'est tenu, pour la première fois de ce mandat, dans la salle André-Diégame Diouf à la mairie, avec un ordre du jour varié. Vous pourrez suivre son déroulement sur la page YouTube de la Ville quand il sera publié.

Un moment d'émotion aussi bienveillante que sincère au Conseil Municipal du 4 avril, lorsqu'après la fermeture de la séance le Maire a donné la parole à Raymond Maguet. Celui-ci a prononcé ces mots :

J'ai décidé de démissionner du Conseil Municipal. Ma décision est prise depuis déjà un moment, j'ai attendu les votes sur les budgets pour vous en faire part.

Pourquoi cette démission en plein milieu de mandat ?

Je vais avoir 82 ans cette année, et je commence à ressentir plus que je ne le souhaiterais le poids des ans. J'ai la mémoire qui flanche et, comme le disent certains, « ça sort plus vite que ça ne rentre ». Mes oreilles ont de plus en plus de mal à capter vos propos, et je ne voudrais surtout pas entrer ni vous faire entrer dans un dialogue de sourd prolongé.

Bref, il est temps de tirer ma révérence pour faire profiter quelqu'un ou quelqu'une de plus jeune que moi de l'expérience utile et stimulante au sein de notre conseil municipal.

Ne cherchez pas d'autres raisons, il n'y en a pas.

Je garderai plutôt un bon souvenir du climat d'écoute et de respect qui règne dans ce conseil, où nous sommes, c'est selon, partenaires ou adversaires, mais pas ennemis. Apprendre à tout âge, c'est ce qui m'a permis de découvrir moult choses, sur le fonctionnement du Conseil, la vie de la municipalité, les joies des finances locales et bien d'autres. Je sors renforcé par l'idée que les préjugés doivent être laissés au vestiaire au profit des confrontations d'idées et de propositions.

Pour autant, quitter le Conseil municipal ne signifie pas pour moi la fin de mes activités politiques et associatives. Une des raisons d'être et des préoccupations de « Réinventons Quetigny », que je partage sans réserve, est de contribuer à la refondation de la Gauche sur un

véritable programme de transformations, à notre échelle et sans prétention de notre part. La création de la NUPES, lors des dernières élections législatives, est une première étape qui devrait la rendre possible et la faciliter ici aussi à Quetigny. C'est du moins l'un de mes souhaits, au-delà des histoires, des cultures politiques différentes et même des approches divergentes sur certaines questions importantes de notre ville.

Pour terminer mon propos, il me reste à souhaiter simplement à toutes et tous, membres de ce conseil et aussi membres du personnel municipal, d'agir au mieux pour le bien-être et l'intérêt de nos concitoyens.

Je vous remercie.

Très cher Raymond, les moments partagés avec toi dans la constitution de notre petit groupe citoyen, les réunions de préparation des conseils municipaux, la distribution de tracts et le collage d'affiches, les enquêtes sur la Place centrale, les visioconférences de la période COVID, mais aussi, hors de la politique qui nous rassemble, dans le transport des personnes le samedi matin au Secours Pop', les collectes de champignons en forêt, les casse-croûtes et repas sans prétention, les histoires bretonnes, les chansons autour de quelques bonnes bouteilles... sont inoubliables.

Tu as mis ta maîtrise des dossiers politiques et surtout financiers (sans toi, ce sera dur de préparer les budgets !) au service d'une équipe, qui te voit profiter désormais d'un peu plus de temps libre. Nous savons — tu le suggères toi-même — que nous pourrions toujours compter sur toi pour nous éclairer sur nos choix et nos décisions.

Tu proposes depuis quelques mois que nous nous dirigeons vers la constitution d'une NUPES sur Quetigny, et cela a suscité l'intérêt de plusieurs membres de la majorité municipale, comme de certains membres de notre groupe. Nous nous engageons à débattre de cette possibilité dans les mois qui viennent et de voir si cela peut se traduire dans les faits, ce qui supposerait une négociation (peut-être serrée !) avec l'actuelle majorité municipale.

Amitiés de nous tou·te·s.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Les questions budgétaires à l'ordre du jour des 2 derniers conseils municipaux

Le mardi 14 mars, après avoir voté pour une subvention exceptionnelle de 5000 € en faveur des peuples turc et syrien victimes des séismes de février, nous avons consacré l'essentiel de la séance au **Débat d'Orientation Budgétaire** de la Commune. *Réinventons Quetigny* a présenté une critique de fond argumentée sur la dégradation de la capacité d'autofinancement de la commune au terme de l'opération Cœur de Ville, et riche de propositions en faveur de la solidarité dans les temps difficiles que connaît notre ville.

Nous vous invitons à en prendre connaissance dans son intégralité en suivant ce lien :

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_5c09d6b0e77a4fe7b4fba1c39184040a.pdf

Par ailleurs, nous avons approuvé le **règlement budgétaire et financier de la commune**, et posé une question sur l'utilité du recours au CEREMA, établissement public accompagnant les collectivités territoriales dans les politiques d'aménagement ; réponse nous a été donnée le lendemain en commission : la majorité municipale apprécie la compétence et la disponibilité de cet organisme.

Tout en approuvant la politique d'ensemble de la municipalité sur la **sobriété énergétique**, nous avons émis quelques critiques sur des décisions pas toujours assez anticipées et parfois discutables (ex. Petit Théâtre des Prairies). Plusieurs remarques, aussi, sur la Place centrale (parcours trop longs pour les personnes à mobilité réduite, manque de verdure, un seul immeuble autonome en énergie).

Vous pouvez suivre en vidéo le déroulement de ce conseil sur la **chaîne YouTube** de la mairie :

<https://www.youtube.com/watch?v=6rp5FWx6OI0&list=PLdoJpldsYI5-Ei0Zxgtb3733WNetRcXi&index=26>

Le mardi 4 avril, nous avons ouvert la séance avec quelques commentaires sur le rapport très intéressant de la Chambre Régionale des Comptes de Bourgogne-Franche-Comté sur la **gestion de l'eau** :
https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_c488d7e43be24c3284648b25927581a7.pdf

Les questions financières ont constitué le menu principal de ce Conseil :

- le budget réalisé (compte administratif) de l'année 2022 (**lire ici le budget** :

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_f00b85b1196e4d50a44fc43e863395ff.pdf).

Nous avons voté CONTRE ce budget qui nous paraît trop centré sur les investissements et pas assez sur la réponse à l'urgence sociale (**voir notre intervention ici** :

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_fa2c441389564aa59b7b2542847a78ab.pdf).

- le budget primitif (prévisionnel) pour 2023 (**lire ici le budget** :

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_d123d8df28eb433aa012e18b6dd66192.pdf).

Nous avons également voté CONTRE pour les mêmes raisons que celles invoquées pour le budget 2022 (**voir notre intervention ici** :

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_d5eac3fa656449ab9fb79d834e19a8f1.pdf).

- nous avons refusé de voter les taux de taxes foncières pour 2023, comme nous l'avons fait l'année dernière, parce que la pression fiscale sur les contribuables, le plus souvent aux revenus moyens ou modestes dans notre ville, est inacceptable : en 2 ans, augmentation de près de 20 % d' de la taxe foncière sur le bâti si l'on cumule les prélèvements de la commune et de la métropole. (**lire ici nos explications** :
https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_a6230bc211df4f2d9a94c1008033c3fc.pdf).

Pour la suite du Conseil :

- nous avons voté POUR les conventions annuelles et les subventions qui les accompagnent avec :

- le centre social « La Passerelle » : subvention de 163 000 euros
- l'ASQ (association sportive de Quetigny) : subvention de 218 000 euros.

- nous avons refusé de voter la prolongation de 4 ans de la convention avec la SPLAAD (société publique locale d'aménagement de l'agglomération dijonnaise) pour l'opération cœur de ville (**voir nos explications**).

- nous nous sommes ABSTENUS sur le nouveau mode de gestion du Golf municipal qui doit intervenir au 1er janvier 2024. Nous aurions préféré qu'elle soit en gestion directe, mais nous comprenons que notre ville n'a hélas ! pas les moyens d'assurer cette gestion directe (**voir nos explications** :

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_8886c2bebe8e4735b180f0136583eb89.pdf).

Vous pouvez suivre en vidéo le déroulement de ce conseil sur la **chaîne YouTube** de la mairie :

<https://www.youtube.com/watch?v=ufyP3UIkIGU>.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Non, la vidéoprotection n'existe pas !

Le sujet a déjà été évoqué à de multiples reprises, mais il n'y a que par la répétition, l'argumentation, le débat, la confrontation des points de vue, mais aussi L'INFORMATION, que la persuasion peut progresser et la prise de position se faire à partir d'un choix réellement éclairé.

Alors pourquoi y revenir à nouveau maintenant ?

Pour toutes les raisons énumérées en introduction, mais aussi parce qu'une nouvelle information vient nous percuter : lors de la séance du dernier conseil municipal, il a été annoncé la mise en place de 10 nouvelles caméras de surveillance pour une somme de 50 000 €.

Celles-ci viendront s'ajouter aux 40 déjà existantes. Certain·e·s diront qu'elles seront à priori moins laides que les existantes ; pour autant, cela ne change pas l'objectif « flop » qu'elles serviront !

Outre le fait que ces installations sont d'une laideur achevée, il est important de rappeler régulièrement qu'elles ne surveillent rien du tout si quelqu'un n'est pas en permanence derrière un écran à scruter les allées et venues ; alors, certes, les partisans diront « des dealers et leurs clients », mais d'abord et avant tout de l'ensemble des citoyen·ne·s qui déambulent ; rappelons-le une nouvelle fois, cela participe d'abord à réduire nos libertés, et la plus fondamentale, celle d'aller et venir.

Quant au climat d'insécurité ressenti, il est de jurisprudence constante que la mise en place de tels systèmes très mal nommés "de vidéoprotection", car ils surveillent (et encore si mal !), donc appelons un chat un chat, ces systèmes de vidéosurveillance, disions-nous, n'ont jamais découragé quelque trafic que ce soit.

Ils se contentent de faire diversion en déplaçant les points de deal. On peut donc affirmer, sans trop se tromper, qu'ils ne sont que des réponses de type sécuritaire et électoraliste, mais en aucun cas elles ne participent, ni à une quelconque prévention ou réduction des risques, ni à une baisse des trafics.

De plus, elles agissent — y compris de façon inconsciente — sur notre état psychique à toutes et tous, négativement — et osons le dire, il n'est pas exclu qu'elles participent à l'augmentation des consommations ! Entre autres, Médiapart avait en son temps publié un billet de blog intitulé *La fabrique du consentement à la surveillance généralisée*. On pourra le retrouver en lien à la fin.

Ne voit-on pas aujourd'hui que la France est le premier pays en Europe pour sa consommation de cannabis et qu'il est aussi celui où la loi sur les produits dits stupéfiants est la plus dure (loi dite "de 70" vers laquelle un lien vers le texte de Légifrance figure en annexe). Il est pourtant bien connu que prohibition et répression ont toujours fonctionné ensemble.... à l'envers !

Ce n'est pas comme si nous n'avions pas d'exemple de pays nous entourant qui aient changé et constaté des améliorations très nettes en des temps plus courts qu'envisagés, à des points de vue multiples : baisse de criminalité, amélioration notoire du niveau de santé publique et particulièrement des publics précaires consommateurs, et complémentaiement élévation des recettes fiscales à travers l'imposition des ventes devenues légales... Le Portugal est sur la question, 20 ans plus tard, un exemple humiliant pour notre politique française !

Ceux et celles qui s'intéressent à la question pourront aller consulter en suivant le lien en fin d'article, un rapport de l'Observatoire français des drogues et tendances addictives (OFDT).

Au sortir d'une période où les traumatismes psychiques ont largement été accentués par l'épidémie de Covid-19 et sa kyrielle de restrictions autoritaires (un exemple de ces folies électroniques a été localement expérimenté par la Gendarmerie Nationale : voir le lien), on peut légitimement se poser la question de la voie choisie par l'équipe municipale en place.

Il semble que la contamination se maintient au niveau épidémique quant au déploiement de ces outils : est-ce la proximité du grand Sachem dijonnais et de son démoniaque système « OnDijon » (lien), ou bien l'envolée de l'autre grand Sachem national vers la Chine qui nous montre jusqu'où on peut arriver en suivant jusqu'au bout la logique du modèle de la vidéosurveillance ?

Il nous semble que les procédés actuellement utilisés sont d'abord déshumanisants, ont secondairement des effets sur nos santé psychiques (souvent cachés dans un premier temps), et ne sont que des pis-aller : ils ne traitent pas les problèmes et n'y répondent que de façon détournée et facile.

Ils grèvent nos finances publiques et ne provoquent aucune réduction, ni de trafics, ni de consommations ; aucune amélioration de la santé publique.

Alors, oui, nous sommes face une imbrication entre question locale et politique nationale, et cela nous dépasse. Mais pour autant ce sont à nouveau 50 000 € de mis sur la table, à notre sens en pure perte et sans qu'il soit raisonnable d'attendre en retour quelque chose de positif, sur aucun terrain.

Quitte à les dépenser, nous pensons qu'il aurait été plus judicieux de s'adjoindre pour le même coût, un nouveau policier municipal, dont le travail est humain et de proximité, et qui aurait participé d'une façon plus efficiente à atteindre une partie de l'objectif visé.

Si une consultation citoyenne était réalisée sur la question, il n'est pas du tout certain que le résultat validerait l'option retenue par la municipalité...

Chiche, Monsieur le Maire ?

<https://www.bienpublic.com/politique/2023/03/16/dix-nouvelles-cameras-seront-installees>

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/confinement-en-cote-d-or-des-drones-surveillent-les-rues-dans-l-agglomeration-dijonnaise-1585753883>

<https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/cannabis/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000321402/>

<https://www.metropole-dijon.fr/Grands-projets/Les-grandes-realizations/OnDijon-metropole-intelligente-et-connectee>

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/bilans/depenalisation-des-drogues-au-portugal-bilan-20-ans-apres/>

<https://blogs.mediapart.fr/le-soupirail/blog/100311/la-fabrique-du-consentement-la-surveillance-generalisee>



Un mât pour les sûrement futures...



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Pour une plus grande cohérence de la signalisation et des circulations douces

La question de la circulation de véhicules de plus en plus variés est importante dans la vie d'une commune, surtout dans une période où les parcours piétonniers, en deux-roues ou en fauteuil roulant, doivent absolument être encouragés et protégés.



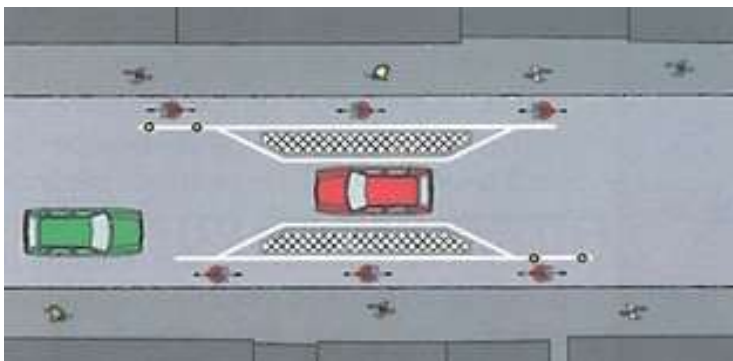
Un mot, d'abord, des pistes cyclables, encore peu nombreuses et discontinues dans notre ville ; aucune, malheureusement, à l'intérieur de la zone commerciale ; ailleurs, il nous faut trop souvent mettre pied à terre, passer d'un trottoir à un autre, faire un "bout de rue" avant de retrouver une piste, comme le faisait remarquer Quetigny Environnement en 2021. Notre dernier numéro (<https://www.reinventonsquetigny.com/copie-de-montagnor>) évoquait les imprévus du trajet vers Chevigny, au sud-est ; voyons rapidement aujourd'hui deux directions

opposées (est et nord). Il existe, certes, quelques itinéraires paisibles (et d'ailleurs pas forcément *labellisés* "pistes cyclables"), par exemple (ci-dessus à gauche) le chemin de la Font de Couternon (du moins jusqu'à l'endroit où il se transforme en chemin de terre) et le nord de la rue Salvador Allende, avec son pont vers St-Apollinaire ; mais si on veut gagner la fac par la bande cyclable qui borde l'avenue de l'Université avec ses feux rouges (pas très bien entretenue, comme le montre la photo de droite), puis — hors de notre commune — la D125 et la passerelle Pierre de Coubertin, ce n'est pas de tout repos !





Un effort appréciable a été accompli pour une circulation apaisée dans certains quartiers résidentiels où la vitesse des voitures était notoirement excessive ; ainsi boulevard Olivier de Serres, avec, à chaque extrémité, un marquage sonore (bande rugueuse) et visuel (cercle entourant le nombre 30) au sol, puis une « écluse » (voir ce schéma du CEREMA ↓),



mais aussi des priorités à droite tout au long du parcours et des panneaux-rappels. Non seulement la vitesse y a été réduite, mais on peut penser qu'une partie du trafic a été déplacée vers d'autres axes plus larges. Dommage que l'avenue de Bourgogne (où la circulation est entravée pour les voitures particulières aux deux extrémités) ne permette

pas un véritable délestage... Plutôt que de nouvelles restrictions de circulation au carrefour Aiguisons - 8 mai



1945, étudiées par la mairie, ne faudrait-il pas, avec l'accord de notre voisine d'outre-Mirande Chevigny, rouvrir à tous



les véhicules, dans le prolongement de l'avenue de Bourgogne, le tronçon dédié depuis des décennies aux bus, qui pourrait être élargi (sans grands frais), avec des voies réservées aux transports en commun ?

Mais la signalisation n'est pas partout aussi complète et aussi efficace : savez-vous toutes et tous, par exemple, que le boulevard de la Motte est limité à 30 km/h presque tout au long de son parcours ? Autant les récents aménagements très ostensibles près du collège (îlots, ralentisseurs, voie de bus matérialisée par des bordures) sont justifiés par la sécurité de nos enfants,





autant le cheminement sud-nord est mal signalé (un petit panneau "zone 30" et un simple cercle "30" au sol)... Et



l'îlot central récemment ajouté pour rétrécir la voie dans les deux sens au niveau de l'allée des ombrages n'incite guère à ralentir !

Nous sommes hostiles aux "coussins berlinois" (bien peu respectueux de nos amortisseurs et de notre consommation de carburant) et nous sommes réservés sur les ralentisseurs à faible pente, acceptables s'ils protègent des passages piétons dans des zones accidentogènes (comme dans la rue du Midi) ; nous souhaitons plutôt la plus grande homogénéité possible de vitesses raisonnables dans une zone étendue et clairement délimitée.



Les types de passages pour piétons sont très variés, et c'est dommage. Certains sont surélevés et annoncés au



sol par des triangles blancs, d'autres précédés par des coussins berlinois, d'autres à peine bombés sans marquage au sol, d'autres simplement peints (ou carrelés)



sur la chaussée, certains accompagnés de panneaux et d'autres non. C'est peut-être le long de la place centrale Roger-Rémond (photo en tête d'article) que l'on trouve le

plus bel exemple de ce qu'il ne faut pas faire... Qui à la « zone de rencontre » (exhaussée sur environ 70 m de long, avec un revêtement spécifique) où les piétons sont prioritaires, mais non aux minuscules panneaux avancés, d'un côté à 65 m et de l'autre à 50 m de distance, sans panneau de rappel juste avant le plateau. Nous avons souvent vu des piétons hésiter à s'y engager, et, pire, des automobilistes (chauffards ou distraits) mettre en danger d'autres piétons trop confiants...



Les vélos et trottinettes doivent être mieux pris en compte dans la voirie, mais ils ont aussi leurs obligations : leur vitesse doit être limitée comme celle des voitures et camions. Ils doivent emprunter, sauf de chaque côté des "écluses", les mêmes chaussées (du moins en l'absence de pistes cyclables, pas assez nombreuses, nous l'avons dit). Par souci des personnes âgées et des enfants, ils n'ont évidemment pas leur place sur les trottoirs, sur les cheminements piétonniers des quartiers "pavillonnaires" (Charrières, Allées cavalières...) ou sur les bandes asphaltées longeant murs et portes des maisons, comme dans les avenues du Cromois et du 19 mars 1962 (qui devaient, selon le Maire en 2019 lors d'une réunion de quartier mouvementée, être interdites aux deux-roues par des panneaux ou des marques au sol) !

Le plan actuel de circulation dans Quetigny juxtapose sans grande logique les zones limitées à 20, 30 et 50 km/h. Nous sommes partisans d'une homogénéisation des limitations de vitesse à 30 km/h et de la signalisation (panneaux bien visibles, éventuellement redondants, bandes sonores au sol) dans une zone "centre-ville", dont les contours devront être discutés en Conseil municipal après une large consultation des citoyen-ne-s ; cela fluidifierait et sécuriserait le trafic, limiterait le bruit et la consommation d'énergie. Il n'est sans doute pas nécessaire, vu la diversité du territoire de Quetigny (zones densément et peu densément peuplées ; zones commerciale, artisanale, industrielle ; champs) d'imiter des villes comme Fontenay-aux-Roses, pionnière, et aujourd'hui Paris, Bordeaux, Grenoble, Saint-Brieuc... presque entièrement limitées à 30 km/h. Mais nous aurions toutes et tous à gagner à une homogénéisation de la circulation au cœur de notre cité, comme à Roanne depuis 1 an. Si c'est bien là l'intention du Maire (par ailleurs responsable de la voirie au sein de la Métropole) et de la majorité municipale, nous les soutiendrons.

En complément :

[Quetigny environnement-recensement problèmes de circulation](#) (31 août 2021)

<https://www.quetigny.fr/circulation-et-stationnement> (plan actuel des zones 20 et 30)

<https://www.cerema.fr/system/files/documents/2021/02/guidezca-vcommentee.pdf> (webinaire proposé par le CEREMA)

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/paris-bordeaux-grenoble-et-desormais-saint-brieuc-40-villes-francaises-limitent-la-vitesse-a-30-km-h-4576106>

https://www.le-pays.fr/roanne-42300/travaux-urbanisme/la-zone-30-en-vitesse-de-croisiere_14270162/

<https://www.preventionroutiere.asso.fr/les-zones-30-pour-la-securite-de-tous/>

<https://www.automobile-club.org/espace-presse/communiqués/le-30-km-h-generalise-et-la-securite-routiere> (pour info, arguments contre les 30 km/h)



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Que faire de l'ancien site de l'ENITA ?

L'ENITA (École Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles) a été, à partir de 1967, le fleuron de l'enseignement agricole régional. Fruit de l'ambitieuse politique éducative du ministre de l'Agriculture du général de Gaulle Edgar Pisani (annoncée par son prédécesseur Henri Rochereau dans la Loi d'Orientation Agricole du 2 août 1960), l'École (dont Pisani avait posé la première pierre en 1965) avait pour objectifs de former des ingénieurs en relation avec la recherche agronomique, la modernisation de l'agriculture et son insertion dans le marché européen, où la France souhaitait affirmer une position dominante. Elle constituait, avec le centre INRA de Bretenière et l'IBANA (future ENSBANA) sur le campus de Montmuzard (œuvre du recteur Marcel Bouchard), un des pôles de l'agronomie autour de Dijon.

L'École était bien insérée dans la vie de la cité : le maire Roger Rémond avait appelé le nouveau boulevard où elle s'était construite "Olivier de Serres", du nom de ce fondateur de l'agronomie moderne (1539-1619), et devait être nommé en 1983 président du Conseil d'Administration du Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations agricoles ; la construction d'immeubles de logements (dits "DATAR", entre l'avenue du Château et la rue Ronde côté est) pour ses étudiants et son personnel

a contribué à l'expansion de notre cité ; des autocars quotidiens desservaient Quetigny et l'INRA-Bretenière ; plusieurs agronomes ont été membres du Conseil municipal ; l'amphi était régulièrement utilisé pour des spectacles destinés aux Quetignois... et l'ENITA était bien investie dans l'échange avec Koulikoro et son Institut Polytechnique Rural de Katibougou : plus de 120 étudiants et 8 enseignants ont participé à un programme d'amélioration des systèmes agricoles en zone soudano-sahélienne, produisant 58 rapports, et des stages d'étudiants de l'École ont contribué à créer une banque villageoise de céréales à Mafeya, un périmètre irrigué à Fougadougou, une étude statistique sur la bilharziose à Gouni...

Depuis, alors que les attentes envers l'agriculture devenaient moins inspirées par le productivisme et davantage par le souci de la qualité et de l'innovation (avant de la vouloir durable, saine, soutenable...), le niveau de la formation est resté élevé, et l'École a évolué avec son temps. Chaque année, les 100 à 150 ingénieurs des techniques agricoles que l'École formait en trois ou quatre ans ont pu arborer leur diplôme fièrement et trouver des emplois très qualifiés dans toute la France.

Mais après le 1er juillet 1993, l'ENITA a été, avec l'ENSBANA, incluse dans l'ENESAD (Établissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon), et a déménagé sur le campus ; elle devait devenir *Agrosup* en 2019, puis *Institut Agro Dijon* en 2022.

Le lycée agricole, son voisin, ouvert comme lui à la rentrée de septembre 1967, maintient aujourd'hui encore la tradition agronomique d'une commune de plus en plus insérée dans un vaste ensemble urbain. Les anciens bâtiments, entre le boulevard Olivier de Serres et l'avenue du 8 mai 1945, ont abrité le centre de formation de la Croix-Rouge jusqu'en 2015. Abandonnés, tagués et vandalisés, ils ont été partiellement incendiés en août 2018. Les portes métalliques ont été soudées et des murs ont occulté les fenêtres au premier niveau. Très dégradés et construits selon des normes fort différentes de celles d'aujourd'hui, ils sont restés à l'abandon, ne servant, sporadiquement, qu'à des entraînements du G.I.G.N. ! Les locaux ont été achetés par la ville au ministère de l'Agriculture avec le concours de l'Établissement Public Foncier Local, qui peut apporter sa compétence à la dépollution, à la déconstruction et à la sécurisation du site.

Que faut-il faire aujourd'hui de cet espace situé à environ 400 m. de la place centrale ? En tout cas, bien se garder de toute folie des grandeurs ! La densification de Quetigny a ses limites, et il y a suffisamment de problèmes de circulation boulevard Olivier de Serres (voir article précédent) pour éviter de perturber encore les riverains... L'avantage d'une "friche" (dans ce cas, non "industrielle" mais "tertiaire") est qu'elle donne pas mal de libertés. Proche du complexe sportif (A.S. tennis, salle Marcuard, stade des Cèdres), elle pourrait compléter la palette des activités dans ce domaine. Une vocation culturelle est également envisageable, puisque nous ne disposons toujours pas d'une salle de spectacles *dédiée* de dimension moyenne, le petit théâtre des Prairies, la salle Méliès et la salle Mendès-France ayant chacun(e) leurs défauts et la future 'Parenthèse' ne les comblant pas complètement. On n'est même pas obligé d'y construire, et, même si la plaine des Aiguisons et le parc des Cèdres sont voisins, il peut y avoir complémentarité entre ces trois ensembles. On pourrait envisager un avenir en rapport avec l'agriculture, conforme à l'histoire et au voisinage de ce lieu.

Si l'on en croit un article de Jean-François Dumand dans *le Bien Public* du 15 mars dernier, une piste semble avoir la cote : François Rebsamen a évoqué devant le Conseil Métropolitain la possibilité de l'installation d'une "académie" de l'école Vatel, spécialisée dans la formation aux métiers du management dans l'hôtellerie-restauration "sur un site principal à Quetigny, avec soixante emplois à la clé". Rémi Détang, plus prudent, a déclaré le 23 février en réunion de quartier : "Rien n'est fait, mais nous sommes en discussion pour l'installation d'une école en relation avec les métiers de bouche". Nous sommes heureux de citer ici le correspondant local de ce journal, assidu aux conseils municipaux... et nous reconnaissons bien volontiers que le projet est intéressant, puisqu'il se situerait dans une certaine continuité par rapport à l'ENITA, établissement d'enseignement, même s'il est, dans son rapport avec l'agriculture, "plus proche de la fourchette que de la fourche" ! Nous n'avons pas, à ce stade, de critique majeure à adresser à un tel projet; mais vous pouvez compter sur notre vigilance sur les termes d'un éventuel contrat.

Pour aller plus loin :

<https://www.bienpublic.com/education/2023/03/05/un-nouveau-destin-pour-le-site-de-l-enita>

<https://ecoledespaysans.over-blog.com/2015/10/si-l-enesad-m-etait-conte-ou-trente-ans-apres.html>

<https://www.jumelage-quetigny.fr/142+agrosup.html>

<https://maitron.fr/spip.php?article163317>, notice PISANI Edgard par Denis Lefebvre, Gilles Morin, version mise en ligne le 29 août 2014

<https://www.bienpublic.com/edition-dijon-agglo/2018/05/15/quetigny-le-lycee-agricole-olivier-de-serres-a-un-demi-siecle>

Poèmes de Fatma

Nous avons rencontré Fatma Khelifa, une poétesse habitante de Quetigny et dont nous publions ici quelques-unes des œuvres. Née en Algérie, écrivaine depuis sa petite enfance, elle a accepté de répondre à quelques questions. Fatma est membre de notre collectif Réinventons Quetigny. Elle figure sur la liste que nous avons présentée aux dernières élections municipales.

Bonjour Fatma ! Tu habites Quetigny, tu es née en Algérie, tu écris des poèmes. Peux-tu nous dire comment t'en est venue l'idée ?

J'ai commencé quand j'étais toute petite. J'ai grandi en Algérie jusqu'à l'âge de 8 ans. J'ai été élevée par mes grands-parents paternels et maternels, et j'ai été bercée par des histoires, des contes. Et dans mon esprit ça galopait ! J'avais beaucoup d'imagination et quand je suis arrivée en France, j'ai commencé à écrire un peu partout, même sur les murs. J'écrivais de petits journaux... que malheureusement je ne gardais pas.

Tu as été publiée dans plusieurs revues. Lesquelles ?

Dans Les poètes de l'amitié et aussi dans La poésie maghrébine. Un poème « Femmes liberté » a été particulièrement retenu. J'allais passer mon bac, que j'ai d'ailleurs raté, et j'avais publié un poème qui s'intitulait « Souvenirs ». Un inspecteur de l'Éducation Nationale l'a lu et l'a trouvé « génial ». Il m'a écrit et m'a félicité, ce qui m'a encouragé à écrire de plus en plus.

En 1987 et 1988, j'ai publié deux recueils, Le nénuphar et Un été Africain, qui ont été retenus par une maison d'édition, *La nouvelle proue*. J'ai ensuite correspondu avec un monsieur qui corrigeait mes poèmes et m'encourageait aussi. Il est malheureusement décédé. Il a écrit un livre sur la littérature maghrébine dans lequel il a cité mes deux recueils.

Écris-tu toujours des poèmes ?

Oui, j'écris quand j'ai de l'inspiration... surtout au printemps : je suis contente de voir les fleurs. Ça embellit mon âme. Quand j'ai des contacts avec les gens, ça m'inspire des poèmes. Je lis beaucoup.

Merci Fatma !

Femme-Liberté

*Aux femmes afghanes
pour la journée de la femme, 8 mars 1998*

Tu as déchiré le voile du silence
Rompu avec les traditions
L'histoire t'a affranchie
De tes chaînes d'esclave
Tu es devenue une menace
Mais tu restes tenace
Malgré tes ailes brisées
Tu es maîtresse de tes pensées
Je marche avec toi
Femme opprimée
Fleur persécutée
La liberté est au bout du chemin

La fille à la cigarette

À une jeune fille maghrébine

Certains l'aiment
D'autres la méprisent
Son univers est brumeux
Mais elle est heureuse
Sa vie n'est pas Sage
Le ciel devient sauvage
Au loin les loups hurlent dans le noir
Mais elle est pleine de courage
Elle embrasse son Amant
Même elle oublie le temps
Les jours de détresse
Et les nuits d'attentes
Mais elle est indépendante

À l'Abbé Pierre

26.01.2007

Il est parti dans le grand froid de l'hiver
Il était venu comme un Sauveur sur cette Terre
Son combat c'était l'Amour
Il restera dans notre cœur pour longtemps
Les mal logés, les SDF, les Étrangers
Sont devenus ses amis
Un homme de cœur
Qui a fait oublier tant de malheur
Et qui a rallumé la chandelle du bonheur
Il brillera comme une étoile
Dans le firmament
Là-haut Il sera le bienvenu
Auprès de Dieu le Bienheureux

La vieille dame et la mort

Le visage figé comme une vieille carte postale
Le dos courbé par les malheurs
Elle n'a pas connu le bonheur
Pourtant un petit rayon de soleil
Brillait dans ses yeux sombres
Elle aimait la vie malgré tout
Le courage était son atout
Mais la mort a pris le dessus
En l'enveloppant de son pardessus
Elle est partie dans le silence
Sa place est devenue absence

Connecté

Déconnecté

Ghettos

Barbelés

Voitures brûlées

Barbares

Souvenirs indélébiles

Regard hagard

Miroir d'autrefois

Miroir brisé

Marginalisé

Écarté de tout espoir

Voix étouffée

Enterrée vivante

Jeunesse maghrébine

Faites entendre votre voix

Moral dans un trou noir

Santé qui virevolte

Détruire pour mieux vivre

Je veux rire et pleurer

Courir après le bonheur

Car je sais qu'il existe

Cataloguée

Image destructive

Qui me poursuit

Je vis au-dessus de vos remarques

Mon courage et ma ténacité

Seules armes qui me permettront de vous affronter

À toi l'ami

Nous vivons un bonheur fragile
Tout autour de nous est difficile
Aimer ou périr
Ne laissons pas nos cœurs se flétrir
Tournons la page et cessons-nous d'être sages
Aimons-nous à perdre la raison
Nous n'avons pas d'autre solution
Nos corps sont en déraison

La rose des sables

J'ai trempé ma plume
Dans l'encre de mon cœur
Pour t'écrire ces quelques mots
Pour t'exprimer mes maux

Je t'aime encore
Et de plus en plus fort

Je suis une Rose
Forgée par le vent
J'ai une âme de cristal
Et un cœur de diamant



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Le 25 mars à Ste-Soline, le pouvoir prêt à tuer pour défendre sa politique

Darmanin et Macron avaient prévenu, "cela va être violent, nous verrons des images extrêmement dures" !

Et cela n'a pas manqué. Alors que des milliers de manifestant·e·s venaient dénoncer l'accaparement de l'eau par des tenants de l'agro-industrie avec la création de mégabassines au mépris de l'intérêt collectif, la répression fut très violente : plus de 200 blessés dont 4 gravement (l'un, guide de haute montagne, est toujours entre la vie et la mort), et des personnes, en particulier des jeunes, marquées à vie dans leur esprit et dans leur chair par le déchaînement de violence qu'ils ont subi.

Les laissant s'approcher à la bonne distance de leurs tirs, les forces de l'ordre, sous commandement du ministre de l'intérieur, ont déversé sur eux une pluie de grenades et gaz, ne leur laissant aucune chance de ne pas avoir de blessé·e·s. comme le dit la synthèse des observateurs de la Ligue des Droits de l'Homme :

"Dès l'arrivée des cortèges sur le site de la bassine, les gendarmes leur ont tiré dessus avec des armes relevant des matériels de guerre : tirs de grenades lacrymogènes, grenades assourdissantes, grenades explosives de type GM2L et GENL, y compris des tirs de LBD 40. Nous avons observé des tirs au LBD 40 depuis les quads en mouvement.

Des grenades ont été envoyées très loin et de manière indiscriminée dans les cortèges, à l'aide de lanceurs et de dispositifs de propulsion à retard. Les détonations très rapprochées de grenades explosives étaient régulièrement suivies de cris d'appel au secours pour assistance médicale.

Certaines grenades lancées n'ayant pas explosé, le terrain était miné, donnant lieu à des explosions différées.

A été également observé l'usage de deux canons à eau. Par ailleurs, nous avons observé la présence de fusils (FAMAS) ainsi qu'au moins un fusil à type produit marquant codé EMEK EMF 100, PMC."

Nous dénonçons la violence de cette répression, et la répression comme seule réponse du pouvoir à la jeunesse qui se mobilise pour obtenir des réponses à la crise climatique que nous connaissons et dont les effets sont déjà bien perceptibles, notamment avec le problème de l'eau.

Nous dénonçons l'attitude va-t-en guerre et les propos de Darmanin qui ment sur ces événements, et qui veut utiliser des images choc pour apparaître comme un défenseur de l'ordre, faisant ainsi la courte échelle à l'extrême droite, dont il ne dénonce jamais la violence. Darmanin veut terroriser les manifestant·e·s comme dans la répression des manifestations contre la réforme des retraites avec la BRAV M, les gazages, les matraquages et les interpellations abusives.

"Nous sommes les Soulèvements de la terre!"... Voilà ce que clament des dizaines de milliers de personnes et des centaines d'associations et de collectifs pour répondre à la volonté de Darmanin et Macron d'en finir avec toute forme de résistance.

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/nous-sommes-les-soulevements-de-la-terre>

Lire ici la synthèse des observateur·rice·s de la LDH :

<https://www.ldh-france.org/premiere-synthese-observations-des-24-26-mars-2023-a-sainte-soline/>

Lire ici la déclaration du Président de la LDH :

<https://blogs.mediapart.fr/patrick-baudouin/blog/280323/deni-de-democratie-et-violences-policieres>

Voir ici le témoignage de ceux/celles qui étaient à Ste Soline :

<https://www.youtube.com/watch?v=sr9l0VvreWo> (Médiapart, A l'Air Libre du 4 avril)

Lire ici le traçage du ou de la manifestante...qui est ensuite mis en garde à vue! on n'arrête pas le progrès !

https://reporterre.net/A-Sainte-Soline-les-gendarmes-ont-marque-les-manifestants-avec-des-produits-codes?ulm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne



Les médecins volants

« Les Docteurs volants dijonnais ont pris la Nièvre sous leur aile » titrait le 26 janvier *le Bien Public*. Au delà du titre un peu paternaliste, ce jour-là était inauguré un pont aérien transportant six médecins du CHU (une cardiologue, un pneumologue, une chirurgienne maxillo-faciale, un orthopédiste, une radiologue spécialiste de médecine nucléaire, un gynécologue-obstétricien) plus deux médecins généralistes de SOS médecins. Il devrait fonctionner une fois par semaine pour commencer.

Sur une idée sûrement innovante et disruptive du maire Renaissance de Nevers Denis Thuriot, cette opération, baptisée « Flying Doctors », devrait amener une bouffée d'oxygène à l'hôpital d'après son directeur tant il manque de médecins au Centre Hospitalier (une cinquantaine d'après le président de la Commission Médicale). Le nom choisi, historiquement un service aérien créé en Australie en 1928 pour apporter une aide médicale aux populations isolées du pays (selon Wikipédia) est un aveu de l'état de délabrement de notre système de santé et de l'accélération de la désertification médicale dans notre pays.

Cette opération très médiatisée, qui fait craindre à Patrick Pelloux (urgentiste) qu'elle fasse des émules, est peut-être un secours pour les Nivernais, mais ne peut en aucun cas être une solution pérenne. C'est déshabiller Pierre pour habiller Paul ; en effet, ce n'est pas comme si le le CHU de Dijon avait pléthore de praticiens et comme si ses usagers ne constataient pas combien les délais de rendez-vous augmentent dans toutes les spécialités. Les médecins généralistes de SOS Médecins vont « donner un coup de main » mais cela oblige à supprimer une ligne de garde sur Dijon...

En termes de coût, les articles de la presse locale ne parlent que du coût de l'avion, 670 € par passager aller-retour, mais c'est oublier que statutairement, les praticiens ont droit à une Prime de Solidarité Territoriale (PST) qui s'élève à 293,25 € bruts par demi-journée (586,5 € par jour : décret 2021-1655 du 15 décembre 2021), ce qui renchérit le dispositif et ne le rend pas plus économique que les médecins mercenaires, qui sont un pur scandale mais dont la rémunération est maintenant plafonnée à 1 390 € bruts pour 24h.

Des associations écologistes se sont alarmées du bilan carbone de cette solution, même si le petit avion à hélice est sûrement plus économe qu'un jet privé. On peut considérer que nécessité fait loi si la santé de nombreux Nivernais est en cause. Mais ce peut être aussi un sujet d'inquiétude quand on voit M. Thuriot mettre aussi en avant « la dynamique des aéroports de Dijon-Longvic et Nevers » et envisager la possibilité pour des civils de profiter de cet avion.

En conclusion, les acteurs de cette organisation semblent, d'après la presse, satisfaits. Le pont aérien fonctionne tous les jeudis et a transporté une vingtaine de médecins par mois. Le maire de Nevers pense que sa fréquence pourrait augmenter en fonction des besoins, et espère en parallèle redémarrer SOS médecins. Mais n'oublions pas que Le Médecin Volant est aussi une farce de Molière jouée en 1659...



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Le 8 mars, à Dijon, le témoignage d'une militante en fauteuil

Le 8 mars dernier à Dijon, à l'occasion de la journée de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genre, c'est une manifestation joyeuse et animée de 1500 personnes qui s'est ébranlée de la Place Wilson vers le centre ville. Sous une pluie battante qui ne nous a pas découragé·e·s, nous avons écouté, le long du parcours, les témoignages de celles qui subissent des discriminations et luttent pour changer leur vie.

Celui de Avril nous a particulièrement marqué·e·s. Avec précision, elle nous a raconté la bascule qui l'a amenée à devoir se déplacer en fauteuil, et surtout les conséquences sur sa vie. Il nous a paru nécessaire de publier son texte qui parle de ses désirs, pour elle et pour toutes les personnes dans la même situation qu'elle, et de l'invention d'une autre vie. Avril a accepté sa publication dans La Lettre, nous l'en remercions.

Je m'appelle Avril (c'est un pseudo) et j'ai aujourd'hui 35 ans. J'ai actuellement retrouvé une activité professionnelle dans la recherche et j'essaie, à mon niveau, de m'investir dans le militantisme féministe et écologiste. Il y a trois ans, j'ai écrit un livre, que j'aimerais faire publier, concernant un événement qui a radicalement changé ma vie. Le texte qui suit est en partie tiré de l'épilogue de ce livre.

En 2017, je suis brutalement passée dans la catégorie « personnes handicapées ». Un événement inattendu m'a plongée dans un état de dépendance extrême associé à des douleurs terribles, des difficultés pour respirer et une incapacité à communiquer par quelque moyen que ce soit. En plus de l'horreur de la situation, j'ai subi des violences médicales qui me sont alors apparues comme anecdotiques mais qui n'en demeurent pas moins graves. À ce médecin qui m'a déshabillée sans aucune raison valable, moi qui ne pouvais pas protester ni même réagir, devant toute une équipe d'élèves en médecine et m'a laissée nue en partant, avec comme seule option d'attendre qu'une infirmière entre dans ma chambre et me rhabille, je voudrais lui demander s'il aurait agité ainsi si j'avais été un homme d'une catégorie sociale supérieure.

J'ai, après de nombreux mois, récupéré beaucoup de capacités motrices, même si je suis restée handicapée à 80 %. Pourtant, dès que la crise a commencé à se calmer, que les douleurs sont devenues supportables, ma respiration plus aisée, et que j'ai pu à nouveau communiquer avec mon entourage, une nouvelle forme d'oppression m'est apparue. Avant même l'arrêt de ma rééducation en centre, le retour à une vie plus classique a été difficile. J'ai rapidement découvert que la société m'est hostile, que ce soit par le manque d'accessibilité des lieux ou par les réactions totalement inappropriées de la plupart des gens. Je fais face à l'ignorance des personnes valides et aux projections qu'elles portent sur moi. Avant d'être handicapée, j'étais déjà malade chronique mais cela ne se voyait pas et ne me définissait pas, même pour ceux qui étaient au courant. À partir du moment où mon handicap s'est perçu, j'ai compris dans le regard des autres qu'il est devenu pour eux mon identité. Comment dire à une personne croisée en ville ou au restaurant que je ne suis pas que cela ? Tous ces gens (vendeur·euse·s, serveur·euse·s, passant·e·s...) qui s'adressent à celui ou celle qui m'accompagne pour dire des choses qui me concernent ou même répondre à mes propres questions, ceux qui évitent mon regard, ceux qui cherchent à pousser mon fauteuil électrique (que les choses soient claires, cela ne sert à rien) sans m'en avertir, ceux qui, me voyant avoir des difficultés pour faire quelque chose, se précipitent sur moi, me touchent, mettent leurs mains dans mes affaires sans me demander mon avis ni même me dire bonjour, ceux qui s'énervent parce que mon fauteuil prend trop de place, me disputent parce que, le nez dans leur téléphone, ils m'ont percutée (mais c'est toujours de ma faute), ceux qui insistent pour rendre un service (« attendez, attendez, je vais le faire ! », non je n'attends pas, si je voulais de l'aide, je l'aurais demandé) et qui se vexent si je leur dis non (est-ce pour moi ou pour vous-même que vous tenez tant à faire ces choses à ma place ?), tous ces ceux-là altèrent grandement la sérénité de mon quotidien. Certaines maladresses partent de bonnes intentions, et je crains avoir eu moi-même ce genre de comportement inadapté par le passé. Certaines, en revanche, sont de profondes réactions de rejet voire de dégoût ou de peur. Cependant, elles témoignent toutes de l'ignorance de la population générale concernant le handicap et participent à une certaine discrimination : le validisme.

Le validisme a des répercussions sur tous les aspects de nos vies. Je me heurte à cette discrimination dans ma recherche d'emploi, mon envie de faire des rencontres, et plus généralement dans toutes mes activités. Les préjugés sont tellement forts qu'il me semble devoir constamment faire mes preuves, être meilleure, plus drôle, plus patiente que quiconque. Le quotidien est compliqué : puisque rien n'a été pensé pour nous, il faut constamment penser à l'accessibilité, aux moyens de transport et à tous les détails de chaque action. Je me rends compte, frustrée et déçue, que je n'ai plus le droit à la spontanéité. Par exemple, on demande aux personnes en situation de handicap de réserver des services qui suppléent le manque d'accessibilité (alors que ce manque ne devrait pas exister selon la loi handicap de 2005) plusieurs jours voire semaines à l'avance. Il faut aussi penser aux commodités (les toilettes dans les trains, par exemple, ne sont pas accessibles en fauteuil) et à un ensemble de choses pourtant essentielles et dont le commun des mortels n'a pas à se soucier. Pourtant, la possibilité d'une maladie ou d'un accident et, par-dessus tout, le vieillissement existent pour tout·un·e chacun·e. Comment peut-on alors ignorer et exclure ainsi une partie de la population, alors même que nous serons tous·tes plus ou moins amené·e·s à en faire partie un jour ?

Alors que ces questions m'interrogent, je découvre des collectifs de militant·e·s handicapé·e·s et comprends que cette lutte se joue depuis longtemps dans l'invisibilité et l'indifférence la plus totale, que l'absence de représentation au sommet de l'État est anormale, qu'il n'est pas logique que tout ce qui concerne les personnes handicapées soit pensé et organisé uniquement par des personnes valides, que l'institutionnalisation ne va pas de soi, que les chances ne sont pas données de la même manière à tous·tes, que ces discriminations sont liées également à des décisions politiques... Finalement, je crois que la situation arrange bien ceux qui détiennent le pouvoir. Une quantité abyssale d'injustices et d'aberrations, dont j'ignorais l'existence jusque-là, jaillit à ma conscience. Je comprends que le

paternalisme de notre société n'y est pas étranger, que la médicalisation du handicap n'est pas la meilleure solution, et que même les personnes bien intentionnées ne cherchent généralement pas à aller plus loin et à comprendre que ce qu'elles pensent faire d'elles de « bonnes » personnes est parfois plus délétère que de ne rien faire.

J'aimerais rencontrer quelqu'un, ne plus être célibataire, mais je m'aperçois que beaucoup d'hommes cissex s'arrêtent à mon fauteuil et à mon élocution imparfaite qui sont, semble-t-il, réhabilitatoires.

Les femmes handicapées, comme les femmes valides mais à un plus haut degré encore, sont l'objet (je cite les Dévalideuses) « d'infériorisation et d'infantilisation, de contrôle du corps et des comportements, de discriminations sexistes, de privation d'accès à des droits égaux, de violences sexistes, y compris sexuelles, qu'elles soient privées, institutionnelles, médicales, ou économiques » (<http://lesdevalideuses.org/>).

Car les femmes, comme les personnes handicapées, sont considérées comme des groupes naturellement inférieurs (aux hommes / aux valides).

En France, 4 femmes en situation de handicap sur 5 subissent des violences et/ou maltraitements de tout type.

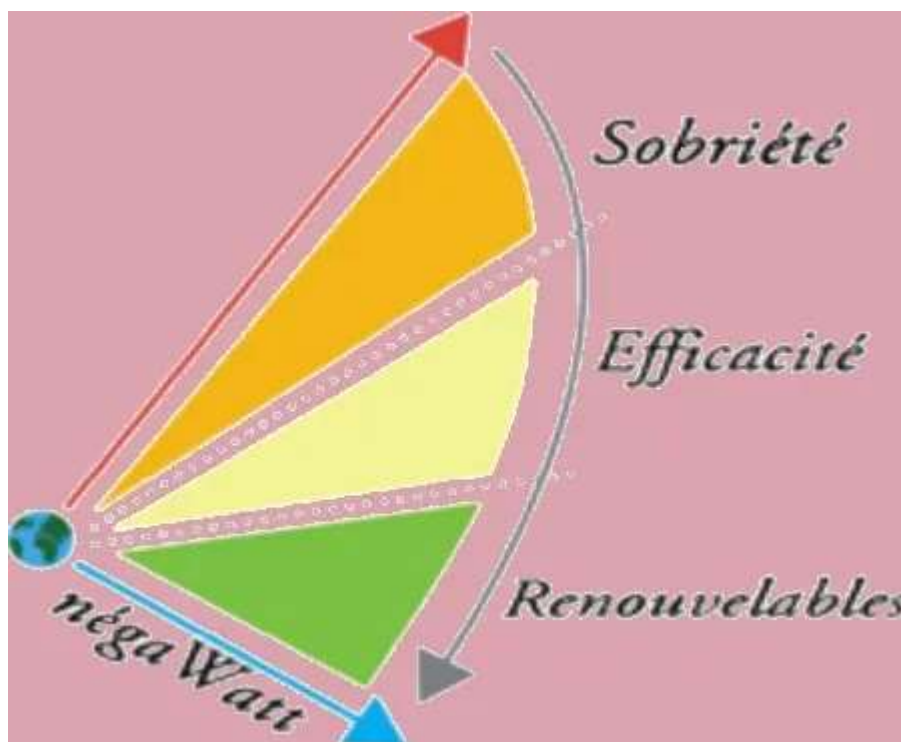
- 35 % des femmes en situation de handicap subissent des violences physiques ou sexuelles de la part de leur partenaire, contre 19% des femmes dites valides.
- Près de 90% des femmes avec un trouble du spectre de l'autisme subissent ou ont subi des violences sexuelles, dont 47 % avant 14 ans.
- 27 % des femmes sourdes ou malentendantes déclarent avoir subi des violences au cours de leur vie. (source : <http://handiconnect.fr/>).

Pourtant le mode de calcul de l'Allocation Adulte Handicapé et la conjugalisation de son montant qui n'a été que très récemment modifié, malgré l'opposition ferme du gouvernement, participait à maintenir des personnes vulnérables sous l'emprise de leur éventuel bourreau.

Cinq ans après le jour de bascule, ma vie ne ressemble en rien aux projections que je m'en faisais. Handicapée, célibataire, sans enfant, j'ai appris à me combler par des relations humaines, de la culture sous toute ses formes et trouver du sens dans d'autres choses que celles qu'on juge habituellement essentielles. Cette vie mérite aussi d'être vécue. Elle peut être belle. Beaucoup des choses qui la compliquent viennent en réalité de l'extérieur, de l'adversité, d'éléments qui pourraient être changés s'il y avait une réelle volonté sociétale et politique en ce sens. Il est temps d'avoir une vision moins misérabiliste (comme celle affichée lors du Téléthon) ou héroïsante (comme lors des jeux paralympiques ou dans les très rares représentations médiatiques de personnes concernées) du handicap. J'aimerais tant que nous créions ensemble une société où nous aurions tou-te-s notre place. Je sais que cela est possible si nous nous allions pour la construire.

Note de la rédaction : sur la question du handicap, voir un autre article dans la *Lettre* n° 21 d'octobre : *Handicap ≠ discriminations !*

https://www.reinventonsquetigny.com/files/ugd/f33f2f_7f5ef49e59f342e5ab2befed28c8fede.pdf



La transition énergétique et nous

Ce qu'on appelle la transition énergétique consiste à remplacer le plus rapidement possible l'énergie carbonée que nous consommons par une énergie décarbonée et renouvelable, tout en diminuant nos besoins. Cette énergie carbonée (charbon, pétrole, gaz) est utilisée de façon directe (transport, industrie) ou de façon indirecte pour la production d'électricité.

La production d'électricité renouvelable, en plus de l'hydro-électrique, ne peut actuellement provenir majoritairement que des panneaux photovoltaïques et des éoliennes. La France est en retard dans ses engagements de production d'énergie renouvelable, faute de volonté politique, et préfère continuer à investir massivement dans le nucléaire. Il nous semble qu'on ne peut pas compter sur le nucléaire pour diminuer rapidement notre consommation d'énergie carbonée et rester dans les objectifs de la COP 21, en raison du vieillissement de nos centrales ainsi que des difficultés et des délais très long de construction d'éventuelles nouvelles centrales (pas avant 2035). Il ne faut pas oublier non plus tous les problèmes non résolus de gestion des déchets, les risques d'accidents, la dépendance aux approvisionnements d'uranium dans des pays étrangers, ainsi que les difficultés de refroidissement avec les sécheresses qui ne vont pas manquer de se répéter.

Pourtant, très souvent, les programmes d'installation de parcs d'énergie renouvelable rencontrent l'hostilité des habitants. C'est le cas dans notre région à Cérilly, dans le Châtillonnais (méthaniseur gigantesque)*, à Curtil-Saint-Seine* (photovoltaïque en plein champ), Echigey* (photovoltaïque sur les bassins de l'ancienne sucrerie), les communes de Saint-Jean-de-Bœuf et d'Anteuil, entre Santosse et Val-Mont (éoliennes), et beaucoup d'autres...

Pourquoi ? Les raisons sont multiples et variées. À partir d'exemples locaux, on peut voir ce qui est acceptable ou pas. L'exemple du méthaniseur de Cérilly, le plus grand d'Europe, est caricatural : pour le construire, Dijon Céréales et deux agriculteurs locaux propriétaires des sols ont créé une société, financée entre autre par une société basée à Dublin (paradis fiscal) et rachetée par Shell, massivement subventionnée par l'État et la région ; ce méthaniseur alimenté par des CIVE (Cultures Intermédiaires à Vocation Énergétique) entraînera des nuisances très importantes et des risques de pollution importants ;

son bilan carbone n'est clairement pas positif et il ne s'agit manifestement que d'une opération financière destinée à enrichir ses promoteurs. Ce genre de production de gaz n'est pas raisonnable, ni écologique. La méthanisation n'est intéressante que si elle traite des déchets et pas des cultures faites au détriment des productions alimentaires. À Curtil-Saint-Seine, ce sont 80 ha de terres agricoles qui seraient artificialisées pour installer des panneaux photovoltaïques au profit de Total Énergie qui en profiterait pour faire du « greenwashing ».

Globalement, les projets d'énergies renouvelables sont aujourd'hui quasi uniquement présentés par des entreprises privées qui ne visent qu'une rentabilité importante, rapide, souvent négociés en catimini avec des maires et des propriétaires de terrains, sans concertations avec les riverains et les habitants des communes qui les perçoivent comme des opérations financières au détriment de leur qualité de vie. De leur côté, les éoliennes sont régulièrement dénigrées par de fausses informations distillées par le lobby nucléaire, souvent associé à l'extrême droite*. Tous ces éléments favorisent le rejet des riverains pour ces projets.

Pourtant, il existe des solutions, déjà bien expérimentées, pour développer les énergies renouvelables en accord avec les habitants, à savoir les projets citoyens portés par des mouvements comme Énergie Partagée (<https://energie-partagee.org/>) ou Coopawatt (<https://coopawatt.fr/>). Ces projets associent le plus souvent des associations de citoyens avec des collectivités locales. Ce peut être des projets photovoltaïques sur des habitations, des bâtiments (publics ou autres), ou des éoliennes selon les cas. Au lieu de détruire des terres cultivables, on peut utiliser des sites délaissés, comme cela a été fait à Dijon avec la centrale photovoltaïque à l'emplacement de l'ancienne décharge des ordures ménagères. En 2018, l'ADEME a compté 17 764 sites délaissés ou des parkings qui permettraient d'installer 53 Gwc [1 Gwc = 1 gigawatt-crête, décrivant la puissance offerte par un ensoleillement standard de 1.000 W/m² à 25°C], contre 9 installés à l'époque et 14,3 actuellement.

On s'étonne d'autre part que dans les villes qui bétonnent à tout va comme notre métropole, pas un seul bâtiment (à l'exception de deux (!) à « énergie positive » (avenue Jean Jaurès à Dijon et bientôt Place Centrale à Quetigny), ne possède de panneaux photovoltaïques.

Enfin, la transition énergétique ne peut pas se faire sans la composante de sobriété. Quoi qu'il arrive, les ressources — même renouvelables — ne sont pas infinies, et nos sociétés seront obligées de contrôler la dépense énergétique. Cela passe par l'isolation des logements, le développement des transports en commun, la relocalisation de l'activité économique, etc. ; mais malheureusement, nous n'en prenons pas le chemin... ou de façon trop lente, voire pas du tout, quand on voit le développement des technologies énergivores comme la 5G, ou la numérisation à outrance de nos vies avec la multiplication de data centers, eux aussi très énergivores.

* <https://dijoncter.info/projet-de-mega-methaniseur-a-cerilly-4208>

* <https://dijoncter.info/projet-de-parcs-photovoltaïques-autour-de-curtil-saint-seine-2829>

* <https://c.bienpublic.com/environnement/2022/10/18/le-projet-de-centrale-photovoltaïque-echauffe-les-esprits>

* <https://www.alternatives-economiques.fr/cedric-philibert-desinformation-leolien-massive/00106217>

<https://www.alternatives-economiques.fr/eoliennes-tant-de-haine-extraits-exclusifs-livre-qu/00106160>



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Interview : une famille ouïghoure dijonnaise parle de son pays

Au mois d'avril 2021, les élu·e·s de Réinventons Quetigny avaient proposé au Conseil Municipal une déclaration de solidarité avec le peuple Ouïghour menacé de génocide par le régime dictatorial chinois, déclaration votée à l'unanimité. Tout récemment, nous avons fait la connaissance d'une famille ouïghoure installée à Dijon depuis une dizaine d'années. Les parents ont bien voulu répondre à nos questions.

Bonjour ! pouvez-vous nous dire comment vous êtes arrivés à Dijon ?

Tout à fait par hasard, en France, un des pays occidentaux qui connaissent le mieux les Ouïghours. Les gens qui nous ont aidés à sortir du Kazakhstan nous ont dirigés vers la France via la Russie et plusieurs pays européens, en train, en bus. C'est très bien pour nous et nos trois enfants. Après avoir obtenu la nationalité française, nous pouvons vivre tranquillement maintenant, une dizaine d'années après notre arrivée.

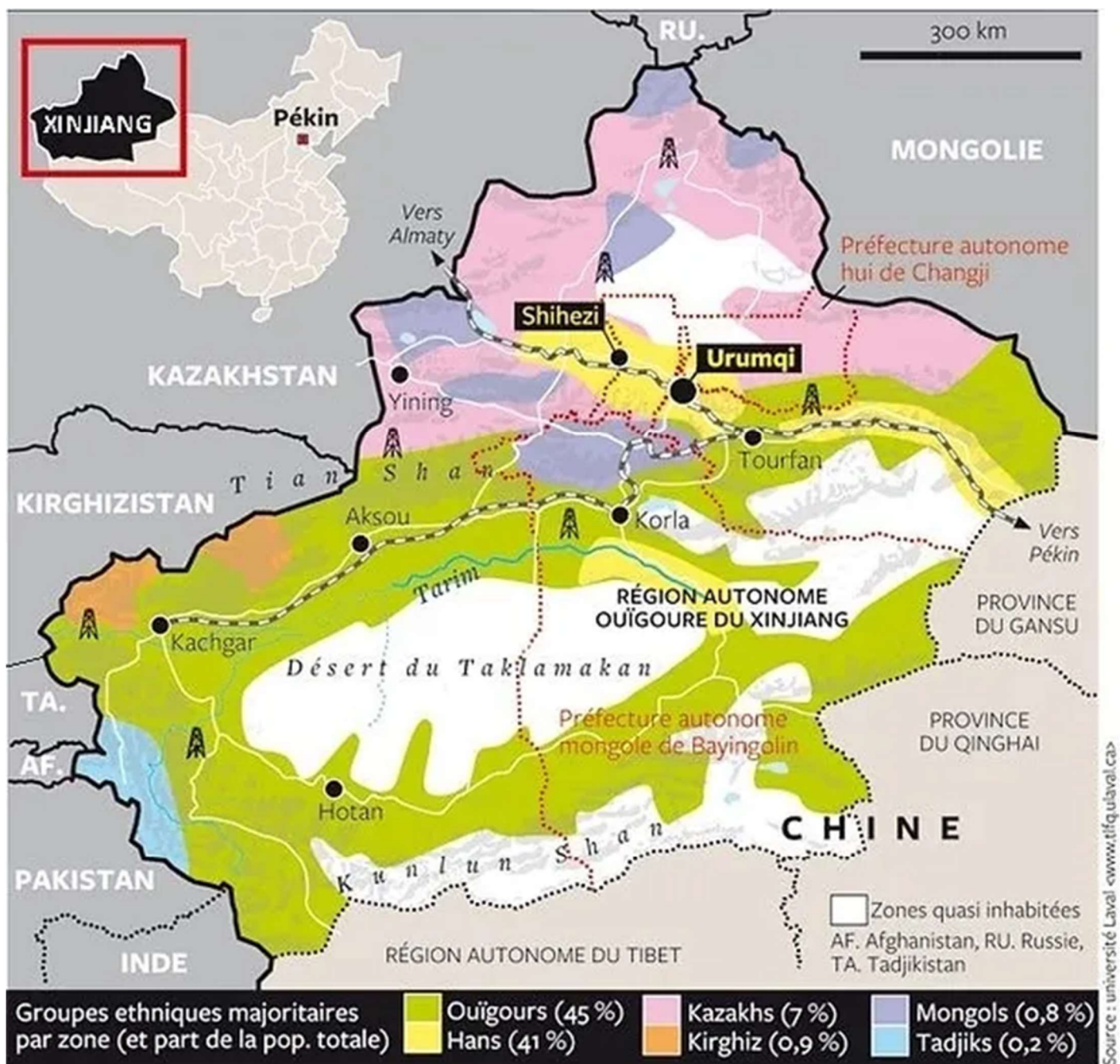
Mais lorsque nous sommes arrivés, l'accueil n'a pas été « top ». A la préfecture de Dijon, plus de 700 demandeurs d'asile de toutes nationalités étaient en attente d'un logement. Nous avons deux filles, l'une de 6 ans et ½ et l'autre de 2 ans et ½. Nous sommes restés trois mois dans la rue. À plusieurs reprises, suite à nos différentes demandes auprès d'assistantes sociales, nous avons eu la même réponse : « il n'y a pas de place, il faut que vous attendiez, il y a des gens avant vous ».

A l'époque, nous ne parlions pas français. Nous avons eu la chance de rencontrer, dans la rue, un monsieur marocain qui s'est beaucoup remué pour nous. Il faisait froid et il pleuvait. Il nous a prêté sa camionnette, dans laquelle nous avons vécu 1 mois près de la place Saint-Exupéry. Il nous a emmenés aux Restos du Cœur, au Secours Populaire, pour la nourriture. Nous nous sommes débrouillés pour une toilette sommaire dans les accueils de jour ou dans les toilettes publiques.

Nous avons dû quitter la camionnette fin septembre, et nous avons passé quatre jours à l'hôpital d'enfants du Bocage, dormant à même le sol, et réveillés chaque jour à cinq heures du matin par la femme de ménage qui nous disait de sortir. Les enfants n'arrivaient pas à dormir, c'était horrible !

Pour tenter de trouver une solution, notre « ami » marocain nous a emmenés à la préfecture de Besançon, qui nous a renvoyés vers la préfecture de Dijon. Cet ami nous a trouvé ensuite l'espace des Tanneries, boulevard de Chicago, où nous avons pu bénéficier de la chambre d'un Géorgien libérée après le suicide d'un Lituanien. Nous y sommes restés deux mois, au milieu de nombreux demandeurs d'asile de diverses nationalités et croyances, solidaires malgré les nombreuses difficultés.

Fin novembre, la Préfecture nous a trouvé deux chambres à l'hôtel *Stars* de Chenôve. Après ce que nous venions de vivre, c'était suffisant. Nous y sommes restés 6 mois, au cours desquels nous nous sommes inscrits aux cours de français (Cimade et Secours Populaire) pour nous intégrer dans la société française. Au septième mois, nous avons été convoqués à l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) pour l'examen de notre demande d'asile.



Cela a été particulièrement difficile pour vous...

Oui ; si aujourd'hui c'est un peu plus facile pour les Ouïghours d'être accueillis, nous sommes poursuivis dans plusieurs pays, un peu comme les Juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Nous sommes toujours pour l'indépendance de notre pays, qui a été envahi par la Chine du fait de la trahison de la Russie. Notre peuple s'est battu pour toutes les populations turcophones du Centre-

Asie en protégeant leur identité et leur langue. Finalement, nous avons été trahis par leurs régimes au nom de leurs propres intérêts.

La culture, l'histoire, les traditions et toutes les réalisations de nos ancêtres étaient partagées entre l'ensemble des pays de cette partie de l'Asie, qui ont pris leur indépendance après la chute de l'URSS. Grâce à notre peuple, beaucoup de pays indépendants aujourd'hui ont survécu au génocide des armées « blanche » et « rouge » des Russes et de l'armée de Mao-Tsé-Toung.

Avez-vous encore de la famille au Xinjiang ?

Nous avons encore des cousins et cousines dans la République Autonome chinoise du Xinjiang. Nos grands-pères ont participé à la guerre contre Tchang-Kaï-cek et contre Mao. Toute l'élite de notre pays est entrée en URSS, au Kazakhstan. Elle a abandonné le Xinjiang parce que trahie par la Russie, qui a laissé faire l'intégration de notre territoire dans le Xinjiang (« nouveau territoire »). Pour nous le Xinjiang est toujours notre territoire.

Vous avez eu l'indépendance, à une certaine époque, dans le Turkestan oriental.

Oui, d'abord de novembre 1933 à février 1934, dans une république multiethnique éphémère (République Islamique du Turkestan Oriental) qui fut défaite par le peuple Hui (Mongolie) avec l'aide des Soviétiques et des Chinois du Kuomintang.

Ensuite, de 1944 à 1949, avec la seconde République du Turkestan Oriental, établie au nord de la province du Xinjiang, qui se termina après la mort suspecte dans un accident d'avion de ses principaux dirigeants au moment de l'avènement de la République populaire de Chine.



Avez-vous encore des contacts avec des membres de votre famille au Xinjiang ?

Une tante est arrivée en 2016 au Kazakhstan, avant les camps de concentration. Depuis, nous n'avons aucun contact... Ils sont probablement dans les camps. Celles et ceux qui disposaient de passeports sont considéré·e·s comme des ennemis et ont été arrêté·e·s. Nous avons des contacts au Kazakhstan, mais nous devons être prudents pour leur éviter des difficultés, comme la surveillance renforcée ou la répression.

Quelles sont les raisons pour lesquelles les Chinois persécutent les Ouïghours ?

Pour envahir complètement le territoire et éliminer la population autochtone. La Chine veut montrer au monde entier que les Ouïghours revendiquent un territoire dans lequel les Chinois (les « Hans ») sont majoritaires. Les Hans, très minoritaires au début, ont été transférés massivement au Xinjiang. C'est une colonisation qui vise à détruire notre peuple et son pays.

Est-ce la seule raison ? La religion n'explique-t-elle pas aussi ces persécutions ?

Actuellement, la religion est également invoquée pour faire croire que les musulmans sont des terroristes qui assassinent les Hans. Ce n'est pas vrai. Si vous avez un fils ou une fille de 17-18 ans, un représentant du parti communiste vient chez vous et emmène votre enfant pour faire des études ou une formation. Vous ne savez pas où il l'emmène. Il ou elle travaille 15 à 18 h par jour dans un centre ou une usine, peut-être dans une autre province de Chine.

Quand votre enfant revient dans votre famille, si vous dénigrez la police, vous êtes emprisonné ou emmené dans un camp de concentration. Nos familles sont détruites. Nous sommes surveillés, accusés de ne pas avoir obéi au parti communiste. Les gens sont considérés comme terroristes quand ils protègent leur famille, leur langue, leur identité. On utilise le mot "terroriste" pour n'importe quelle raison.

Tous les pays musulmans soutiennent aujourd'hui la Chine. Suite à un rapport publié en 2018 sur la persécution des Ouïghours, les pays occidentaux et plusieurs autres ont voté en 2020 à l'Assemblée générale de L'ONU pour la fermeture des camps au Xinjiang. Les 43 pays musulmans ont soutenu la Chine. Nous n'avons jamais été terroristes. Les Chinois ont utilisé la religion pour nous accuser de terrorisme et pour nous enfermer massivement. Ils ont condamné toute l'élite de notre nation.

La véritable raison de la persécution, c'est la volonté de rendre la population ouïghoure minoritaire au Xinjiang. Il y a eu une chute brutale de la population : les Ouïghours étaient 22 millions en 2012, 15 millions en 2015 et 12 millions en 2018. Le régime chinois condamne les jeunes, stérilise les femmes. On oblige les hommes à prendre des pilules stérilisantes dans les rues, et, s'ils refusent, on les emmène de force.

Au Kazakhstan, les Ouïghours sont aussi discriminés ?

Ça commence aussi maintenant dans les pays turcophones frontaliers de la Chine. Auparavant nous avions nos écoles, nos filières pour la langue ouïghoure dans les universités. Elles ferment petit à petit : « Vous n'avez pas le droit, vous êtes en minorité ». Au Kazakhstan, en Ouzbékistan, ça va encore parce qu'il y a une forte minorité ouïghoure. Mais on se moque de nous, on nous dit que nous ne sommes pas vraiment une ethnie et que nous sommes moins intelligents... Si vous voulez travailler dans une administration ou obtenir un travail considéré, il vous faut changer votre ethnie sur votre passeport. Mais même en changeant, votre visage et votre accent vous trahissent....

Y-at-il une résistance importante organisée des Ouïghours dans le Xinjiang ?

NON ! Ils sont tous écrasés. Certains, plus jeunes que nous, ne connaissent même pas l'existence du Turkestan oriental. Ils le découvrent en arrivant en Europe... et quand on leur explique, ils disent « ah c'est ça que cache le gouvernement chinois ! »

Ils voient bien la répression ?

Ils pensent qu'ils subissent la répression parce qu'ils n'obéissent pas au parti communiste et sont présentés comme des ennemis du peuple. Ils sont internés dans les camps de concentration parce qu'ils ont voyagé à l'étranger, qu'ils ont fait des études, qu'ils sont un peu radicaux ou qu'ils ont communiqué avec des pays étrangers. Ce sont eux les fautifs !

Y-a-il des organisations au Xinjiang qui essayent de résister ?

Non, je ne crois pas. Ils ont très peur. Ils se cachent. Chaque famille attend une libération.

Qui va vous libérer ?

C'est nous-mêmes ! On ne peut pas compter sur quelqu'un si on n'est pas capables nous-mêmes de résister aux autres. Les Ouïghours attendent aussi un soutien international. Il n'y a pas de résistance, ils ont trop peur. 5 millions de personnes sont passées dans les camps de concentration ; chaque famille est surveillée ; dans chaque quartier, il y a des portails qui vous scannent. Si votre père vient vous visiter, il faut que vous expliquiez pourquoi il est venu, pour combien de jours. C'est, je crois, le pays le plus surveillé du monde.

À l'étranger, y-a-t-il des organisations ouïghoures qui essayent de faire parler d'eux ?

Oui, bien sûr, ils sont nombreux au Canada, en Amérique, en Turquie, en Europe, en Australie. Ils ont créé le Congrès mondial des Ouïghours. C'est Dolkun Isa qui a été élu comme président. En France, on est encore peu ; c'est en Norvège, Allemagne, Belgique qu'on est les plus nombreux.

Vous faites partie de cette résistance ?

Oui mais quand même très discrètement, pour ne pas mettre en difficulté quelqu'un qui serait toujours là-bas.

Et qu'attendez-vous de l'Europe, du gouvernement français et des Dijonnais ?

On attend que l'Union Européenne réagisse plus fort pour condamner les actions de la Chine. Aujourd'hui, on est tous témoins que les droits de l'homme n'existent plus. Ils sont les plus forts économiquement, ils dictent leurs conditions. La France, elle, essaye de parler pas mal de la situation des Ouïghours, ce que certains pays n'osent pas faire. Peut-être pourrait-elle accueillir plus de Ouïghours pour connaître plus la culture ouïghoure. Je sais qu'une minorité de Ouïghours est dans la religion, mais ils ne sont jamais agressifs et ne feraient pas de mal au nom de la religion. Nous, on veut vivre comme les autres, on protège juste notre culture, notre langue et nos traditions. Les pays occidentaux pourraient faire plus... mais, pour des raisons géopolitiques, ils ne veulent pas aborder ces questions.

On ne veut pas faire la guerre aux Chinois... Déjà, la guerre en Ukraine, on voit ce que ça donne. La guerre est inutile pour tout le monde. Ce sont les Chinois qui ont commencé à nous supprimer, mais on n'a jamais été dangereux pour les autres. Notre pays est stratégiquement bien placé, mieux que l'Ukraine. Il contrôle le centre-Asie, entre la Russie et la Chine, la route de la soie. La route de la soie, c'est nous qui l'avons créée, ce sont nos ancêtres !

Vous êtes nombreux sur Dijon ?

Nous sommes quelques familles, on se voit de temps en temps, on n'a pas le même âge et on est occupés avec des rythmes de travail différents. On se croise pour les fêtes ouïghoures : par exemple le 22 mars, c'est le printemps ; c'est le nouvel an dans les pays turcophones du centre de l'Asie : Tatars,

Turkmènes, Kazakhs, Kirghizes, Ouzbeks... on se comprend sans traducteurs. On comprend moins bien le turc car les Turcs ont importé des mots d'autres langues.

Vous parlez russe ?

Oui, on aime bien, nous avons grandi avec cette langue en URSS. Aujourd'hui le Kazakhstan, officiellement indépendant depuis 1991, est toujours sous contrôle russe, avec par exemple la base de Baïkonour, et le soutien de l'armée russe aux dirigeants kazakhs pour réprimer la révolte des Kazakhs en janvier 2022. Ils ont créé aussi une alliance militaire avec les autres pays d'Asie centrale, pour se renforcer à la fois vis à vis des occidentaux et des Chinois. Mais le Kazakhstan fait aussi partie de l'organisation de coopération de Shanghai, dirigée par la Chine, avec d'autres pays de l'Asie centrale qui coopèrent avec la Chine pour renvoyer les Ouïghours du Xinjiang qui veulent émigrer.

Nous avons arrêté là cette interview longue et compliquée, en remerciant cette famille ouïghoure, et heureux d'emporter une spécialité culinaire de leur pays.



La Lettre

n° 24

avril 2023

Les chakras de Madame Khattabi

Surprise en écoutant les interventions des membres de la Commission des Affaires Sociales de l'Assemblée nationale à l'occasion du débat sur la réforme des retraites... Notre députée Fadila Khattabi, sa présidente, a demandé plusieurs fois à ses collègues d'« ouvrir leurs chakras » au cours de la séance ! Nous la voyons sur cette image en train de prononcer cette phrase, déployant ses bras dans une position de vénération caractéristique des cultes orientaux, 16 minutes 50 après le début de la réunion de la Commission du 30 janvier dernier, (https://videos.assemblee-nationale.fr/video.12805600_63d77e0f8863a.commission-des-affaires-sociales--projet-de-loi-de-financement-rectificative-de-la-securite-sociale-30-janvier-2023) assez mouvementée (voir aussi l'intervention de Louis Boyard à 1 h 40)... Propos obscurs qui ont excité notre curiosité... et la soif de vous informer !

La *Lettre de Réinventons Quetigny* a donc envoyé sur place une équipe de 45 reporters, d'abord pour bien comprendre ce qu'elle voulait dire (nous ne sommes pas vraiment spécialistes de la philosophie hindoue), et ensuite pour analyser ses étranges intentions.

Après des semaines d'enquête, nous sommes en mesure, en ce premier samedi du mois d'avril, de vous faire une révélation : Fadila Khattabi est non seulement une adepte inavouée du tantrisme (notez bien : pas du centrisme, comme on le croyait jusqu'à présent), mais encore une gouroue (oui, vous le savez, nous sommes partisan·e·s de la féminisation des mots genrés). Elle exerce son pouvoir sur une secte de député·e·s avides de zénitude qui occupent — bruyamment, ce qui ne paraît pas très cohérent — une bonne partie des sièges de sa commission. Iels croient tellement en la réincarnation qu'iels s'auto-intitulent désormais *Renaissance* ! Ces dernières semaines, Mme Khattabi a ordonné à ses

secteur·trice·s de l'Assemblée Nationale de s'isoler du monde en fermant les yeux et en se bouchant les oreilles, particulièrement certains mardis et certains jeudis.

Les chakras sont, paraît-il, des "vortex d'énergie situés verticalement le long de la colonne vertébrale", et ils correspondent aux "plexus spinaux du corps physique". Traduisons : ce sont des roues qui tournent sans cesse à l'intérieur de nous-mêmes et qui influencent notre destin. Ce tourbillon incessant nous permet de revivre notre passé : par exemple, l'âge de la retraite est sur le point de revenir à ce qu'il était au moment des ordonnances de 1945.

Mais le retour en arrière est difficile : la preuve, il n'y a pas de majorité pour le décider dans la France d'aujourd'hui ! Il n'est cependant pas impossible, grâce au caractère tantrique de la constitution de 1958 (De Gaulle, détail peu connu, subissait en effet l'influence d'un autre gourou de son temps, du nom de Michel Debré, lui-même disciple du célèbre Ramana Maharshi). Ainsi, cette constitution permet à une minorité de sages au pouvoir "d'atteindre la toute-puissance et la délivrance par la plongée conquérante dans le chaos et les forces obscures", grâce à ses articles 49.3 et 47.1, que Fadila et ses fidèles bénissent ensemble les nuits de pleine lune.

Quand on a les chakras bloqués, on refuse tout ce qui peut conduire à la sérénité. On râle, on refuse de travailler deux ans de plus, on a une attitude agressive face à des policiers qui se rapprochent en courant, sourire aux lèvres, matraque en main, en fin de manif. On est un·e lose·r·use...

Quand on les ouvre, on se rapproche de l'inflexible et sereine philosophie inscrite sur les Tables du Marché, qui tend par nature vers le Bien commun, et dont le Grand Prêtre, à l'Élysée, porte le beau nom de "Dieu parmi Nous".

Pour conclure, un dernier conseil pour nous rendre autonomes des pressions malfaisantes de l'extérieur et accéder au divin : Fadila propose, pour libérer nos forces constructives, une position connue en sanskrit sous le nom de "Matsyâsana", en français "le poisson".



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

Retraites : tenir bon

Connaissez-vous la différence entre la dictature et la démocratie ? Très simple : la dictature, c'est « Ferme ta gueule » tandis que la démocratie, c'est « Cause toujours »... ! C'est exactement la devise méprisante que Macron semble avoir fait sienne. Après plus de deux mois d'un mouvement social exemplaire et inédit, très largement soutenu par la population, et un parcours parlementaire chaotique, la surdi-mutité de l'exécutif conduit à une situation de tensions inquiétante.

En ne répondant pas à la demande de retrait, en usant du 49.3, l'exécutif a fait le choix de la crise démocratique et sociale. Face à une réforme injuste, injustifiée et brutale, c'est la colère qui s'installe désormais. Une nouvelle fois, le 28 mars, ce sont plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, de jeunes et de retraités qui se sont mis en grève et ont manifesté dans toute la France, massivement et avec détermination. En Côte-d'Or, trois manifestations à Dijon, Beaune et Montbard ont rassemblé des milliers de personnes combattives, confirmant un haut niveau de mobilisation. Les menaces de Darmanin et le déploiement policier ne les ont pas effrayés, et Paris n'a pas été mise à feu et à sang, même si on ne peut que déplorer les dégâts et les blessés.

À l'évidence, Macron joue le pourrissement et, ce faisant, il joue... avec le feu. Ne pouvant pas se représenter en 2027, Emmanuel 1er semble dire « Après moi le déluge », assumant sans broncher les lois du marché et ses risques politiques : comme le patron du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux, il considère sans doute qu'une victoire du RN aux prochaines élections est « un risque nécessaire ». Pas grand-chose de changé au royaume du patronat qui disait en 1936 « plutôt Hitler que le Front Populaire ».

Notre cher Président envoie donc le bon petit soldat Borne faire diversion en proposant à l'intersyndicale de venir causer de tout et de rien, sauf des retraites ; et il charge Darmanin de continuer à tenter de dissuader, par la terreur, tous les manifestants potentiels. Police des villes, gendarmerie des champs. Ici et là, lacrymos et matraques, lanceurs de balles de défense (LBD) et grenades de désencerclement, BRAV M en moto et autres gendarmes en quad. Et le scandale des ambulances empêchées.

Quant à Lui (Macron), il essaie d'enjamber le mouvement social en passant à autre chose, comme à Savines-le-Lac (de Serre-Ponçon) dans les Hautes Alpes, où il est venu présenter son « plan eau », les CRS tenant à distance les manifestants venus lui rappeler... les retraites.

Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que le « macronisme » n'existe pas, qu'il n'est, dans tous les domaines, qu'une navigation à vue, un court-termisme conservateur, choisissant la perpétuation des systèmes et des équilibres (ou déséquilibres) existants, plutôt que la recherche de nouveaux équilibres, de nouveaux modèles, devenus inévitables.

Il devient donc de plus en plus clair que le fusible, c'est lui ! que la fameuse « sortie de crise » espérée ne se fera que par sa sortie, à lui ! Et le plus tôt sera le mieux.

L'intersyndicale appelle à des rassemblements syndicaux de proximité et à une nouvelle grande journée de grève et de manifestations le jeudi 6 avril partout dans le pays. Il faut maintenir la pression et aussi, comme le dit l'hebdomadaire *Politis* n° 1750, « convertir la colère en adhésion ». En d'autres termes, offrir des perspectives politiques au mouvement social. Et pour cela, nous ne disposons que d'un seul outil, dans le cadre de la course contre la montre engagée avec l'extrême droite : la NUPES, qu'il convient de consolider, d'élargir, de mettre en ordre de bataille.

Le vent de la révolte peut et doit faire gonfler les voiles de la gauche écologiste et sociale !

Le beau cortège du 23 mars à Dijon, en accéléré ! On y croyait, on y croit encore et toujours...



Lien : https://www.youtube.com/watch?v=ekKVwrwF5_k



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 24

avril 2023

LE COIN DES ENFANTS : Hélicœuf de Pâques

« Cuisiner suppose une tête légère, un esprit généreux et un cœur large ». Paul Gauguin

Aujourd'hui, en cette période festive (?), Zoé et moi te proposons de mettre la main à la pâte pour réaliser une recette de grand-mère qui, de génération en génération, se transmet depuis la nuit des temps. En effet, « des œufs d'autruche peints avec des motifs géométriques, animaliers ou végétaux furent retrouvés dans les tombes à Sumer ou en Égypte antique » (Richard L. ZETTLER, *Treasures from Royal Tombs*, 1998). Cependant, nous allons évidemment adapter cette recette à notre sauce contemporaine et technologique, sans mettre les pieds dans le plat, sans être les dindons de la farce (pour ne pas dire "sans nous fourrer dans le pétrin"). Même si nous ne sommes pas des cordons-bleus, il n'est pas nécessaire d'en écrire des tartines pour croquer la vie à pleines dents et pour tirer les marrons du feu ! Et tu as le droit d'y ajouter ton grain de sel car tu n'as pas la langue dans ta poche et tu ne comptes pas pour du beurre ! (« Mais surtout, ne donne pas ta langue au chat », me souffle Zoé ...)

Tout d'abord, pour être aux petits oignons et pour que ça ne tourne pas au vinaigre, mettons les bouchées doubles quant aux conditions à respecter :

- Afin que la moutarde ne te monte pas au nez et que tu ne restes pas en carafe, tu as besoin d'un four solaire (ou lunaire). Sans en faire tout un fromage et même si tu es haut comme trois pommes, il t'est facile d'en construire un en quatre coups de cuillère à pot. Un miroir, une loupe, un peu de matière grise comme surface réfléchissante, et le tour est joué, car tu as la patate et tu ne te laisses pas rouler dans la farine (même si tu as parfois un cœur d'artichaut...).

- Pour mieux veiller au grain, sans être soupe au lait, il convient — et ce sans pédaler dans la semoule — de séparer le bon grain de l'ivraie en excluant, si tu ne veux pas manger les pissenlits par la racine, tous les colorants et conservateurs tels que dioxyde de titane, tartrazine, nitrite et glutamate de sodium, nitrate de potassium, phosphates et parabènes que tu déposeras à la déchèterie dans les bacs réservés à cet effet, sachant qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

Maintenant, cerise sur le gâteau, buvons du petit lait avec l'ŒUF DE PÂQUES – HÉLICOPTÈRE :

Temps de préparation et de cuisson : indéterminé [car « 9 personnes sur 10 aiment le chocolat ; la 10ème ment ». John G. TULLIUS].

Ingrédients : 500 gr de bonne humeur – une pinte de bonheur – une louche de renouveau – quelques éclats de rire – une année-lumière d'espoir – un soupçon d'humour - une pomme d'amour - 10 gigajoules d'huile de coude – un morceau d'enthousiasme frais – un candela d'anis étoilé - un trèfle à quatre feuilles – quelques grammes de pensée *allegretto*.

Recette : Faire revenir à feu doux la pinte de bonheur, y ajouter délicatement un morceau d'enthousiasme frais, napper avec les 500 g. de bonne humeur préalablement passés au chinois, laisser mijoter la pomme d'amour dans une année-lumière d'espoir, faire rissoler la louche du renouveau afin d'en arroser le tout pour que se forme, tu en resteras baba, un véritable œuf ! (et ce n'est pas du flan). Il te reste à le décorer, à ta convenance, de quelques éclats de rire, d'un soupçon d'humour. Ajoute de la couleur grâce au candela d'anis étoilé afin qu'il soit beau à croquer ! Laisse l'ensemble reposer avant de positionner par-dessus le trèfle à quatre feuilles en guise d'hélice.

Grâce à ta pensée *allegretto*, qu'il traverse les nuages pour rencontrer un autre enfant du monde, car « la terre est bleue comme une orange » affirme Zoé, entre la poire et le fromage, citant Éluard.